



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2017

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- Le rapport de gestion
- Le rapport de la direction
- Les états financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- Le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- Le relevé des autres investissements
- Le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



Desjardins
Capital régional
et coopératif

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

FAITS SAILLANTS

DES ENGAGEMENTS PARTOUT AU QUÉBEC

CRCD et son écosystème¹ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 31 décembre 2017, les fonds engagés se répartissaient comme suit :

	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE* 14 M\$ → 28 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative		LAVAL 12 M\$ → 9 entreprises
	BAS-SAINT-LAURENT* 11 M\$ → 18 entreprises 0,2 M\$ → 1 coopérative		MAURICIE* 12 M\$ → 10 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative
	CAPITALE-NATIONALE 112 M\$ → 39 entreprises 2 M\$ → 1 coopérative		MONTÉRÉGIE 189 M\$ → 54 entreprises 83 M\$ → 3 coopératives
	CENTRE-DU-QUÉBEC 38 M\$ → 18 entreprises 13 M\$ → 2 coopératives		MONTRÉAL 207 M\$ → 71 entreprises 87 M\$ → 2 coopératives
	CHAUDIÈRE-APPALACHES 60 M\$ → 32 entreprises 3 M\$ → 2 coopératives		NORD-DU-QUÉBEC* 3 M\$ → 16 entreprises
	CÔTE-NORD* 3 M\$ → 9 entreprises		OUTAOUAIS 2 M\$ → 2 entreprises
	ESTRIE 77 M\$ → 34 entreprises 4 M\$ → 3 coopératives		SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN* 50 M\$ → 56 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative
	GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE* 5 M\$ → 6 entreprises		HORS-QUÉBEC 2 M\$ → 4 entreprises
	LANAUDIÈRE 8 M\$ → 8 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative		
	LAURENTIDES 8 M\$ → 5 entreprises		FONDS 66 M\$ → 13 fonds

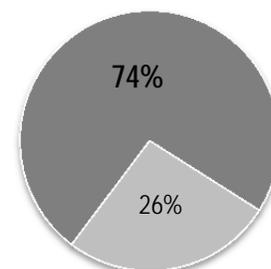
AU TOTAL

450
ENTREPRISES,
COOPÉRATIVES ET
FONDS

1 076 M\$
AU PROFIT DES PME
QUÉBÉCOISES

67 000
EMPLOIS CRÉÉS OU
MAINTENUS

74 %
DES ENTREPRISES ET
DES COOPÉRATIVES
PROVIENNENT DES
RÉGIONS AUTRES QUE
MONTRÉAL ET LA
CAPITALE-NATIONALE



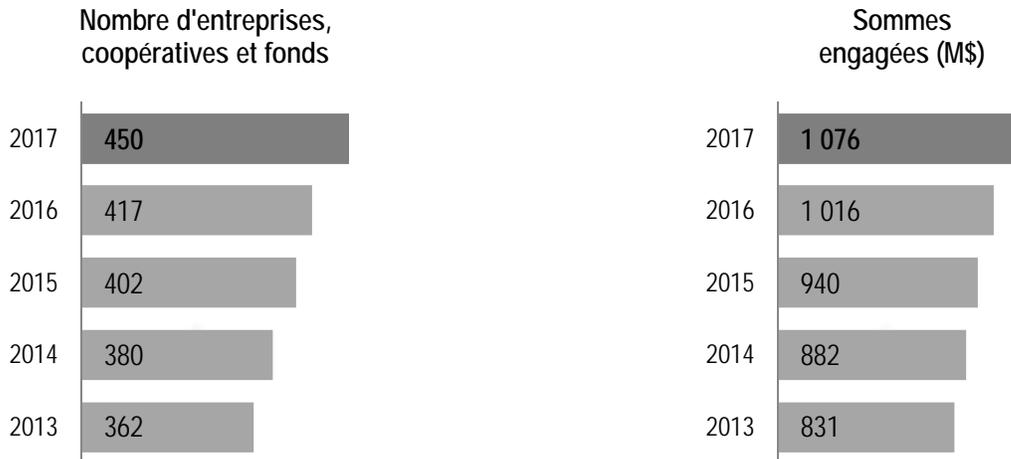
- Autres régions
- Montréal et la Capitale-Nationale

* Région ressource

¹ Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

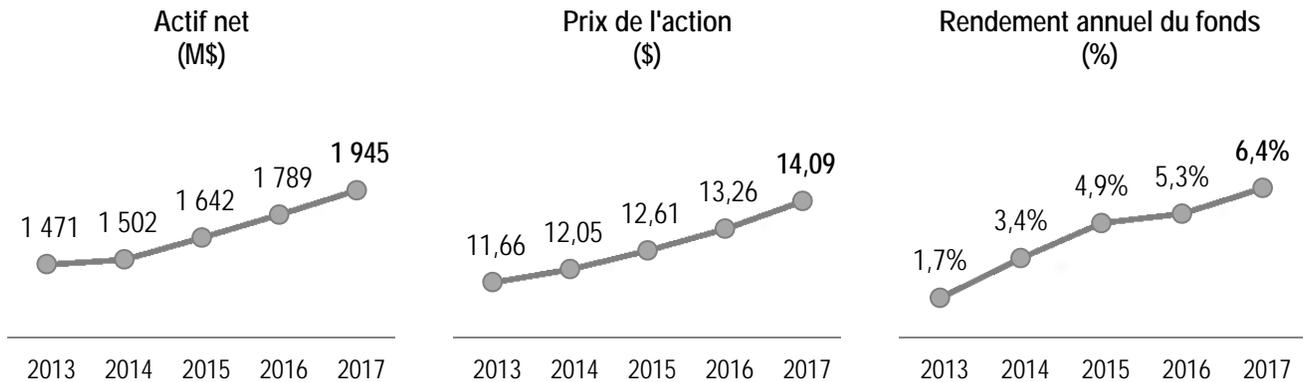
CRCO ET SON ECOSYSTÈME APPUIENT LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES QUÉBÉCOISES

AUX 31 DÉCEMBRE



DONNÉES FINANCIÈRES CRCO

AUX 31 DÉCEMBRE



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES AUX 31 DÉCEMBRE

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	2017	2016	2015	2014	2013
Produits	51 392	44 449	45 269	44 422	51 982
Gains sur investissements	96 541	78 869	64 035	42 884	10 670
Bénéfice net	112 757	85 957	74 806	49 245	24 950
Actif net	1 945 342	1 789 417	1 642 076	1 502 462	1 470 576
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	138 080	134 944	130 183	124 665	126 165
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	1,7	2,0	1,9	2,1	2,0
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	1,9	2,2	2,0	2,2	2,2
Taux de rotation du portefeuille :					
- Investissements à impact économique québécois (%)	16	11	19	19	16
- Autres investissements (%)	87	126	131	102	108
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	105 614	104 317	102 222	96 236	100 861
Émission d'actions ordinaires	134 850	133 401	149 882	62 906	149 995
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	2 396	1 579	1 750	764	1 739
Rachat d'actions ordinaires	89 285	70 438	83 324	79 501	59 075
Investissements à impact économique québécois au coût	828 255	787 142	738 596	675 355	671 547
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 033 951	921 518	817 199	710 923	733 907
Fonds engagés mais non déboursés	183 606	189 121	171 082	193 764	227 593

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net au total des charges.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE AUX 31 DÉCEMBRE

(en \$)	2017	2016	2015	2014	2013
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	13,26	12,61	12,05	11,66	11,47
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,84	0,66	0,59	0,40	0,20
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,38	0,34	0,35	0,36	0,41
Charges d'exploitation	(0,24)	(0,26)	(0,23)	(0,25)	(0,23)
Impôts sur les bénéfices	(0,02)	(0,03)	(0,03)	(0,06)	(0,07)
Gains (pertes) réalisés	0,06	0,18	0,29	0,52	0,03
Gains (pertes) non réalisés	0,66	0,43	0,21	(0,17)	0,06
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,01)	(0,01)	(0,03)	(0,01)	(0,01)
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	14,09	13,26	12,61	12,05	11,66

APERÇU

CRCD a clôturé son exercice 2017 avec un bénéfice net de 112,8 M\$ (86,0 M\$ en 2016), soit un rendement de 6,4 % (5,3 % en 2016), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 14,09 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 13,26 \$ à la fin de l'exercice 2016. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements et de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. CRCD connaît d'ailleurs un rendement positif depuis les neuf dernières années.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement de 12,7 % en 2017 comparativement à un rendement de 12,6 % pour 2016. Au 31 décembre 2017, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 828,3 M\$ dont 173,3 M\$ ont été déboursés durant l'exercice 2017. Au 31 décembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 183,6 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 167,7 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement de 4,2 % pour l'exercice 2017, comparativement à un rendement de 2,9 % pour l'exercice 2016. Au cours de l'exercice, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 134,9 M\$, incluant le solde de l'émission 2016 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé de 135 M\$ pour l'émission 2017. La période de souscription pour l'émission 2017 se termine le 28 février 2018. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 89,3 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 945,3 M\$. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2017 était de 105 614. Au 31 décembre 2017, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à près de 827 M\$.

NOTRE VISION SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

De concert avec son gestionnaire Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC), anciennement connu sous le nom de Desjardins Capital de risque inc., CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

AU CŒUR DE LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD, par le biais de son gestionnaire, DC, agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de ses partenaires actuels et potentiels, DC assure le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux reliés à la relève d'entreprise. Des opportunités de rassemblements régionaux favorisent le réseautage et le maillage.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Qui plus est, DC offre du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apportent une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actif en la matière, DC possède un réseau de près de 250 administrateurs d'une compétence et d'une expertise inégalée dans l'industrie. Leur rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Ils sont formés régulièrement, ont accès à des outils de travail et sont évalués régulièrement afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2017

La croissance de l'économie mondiale s'est accélérée en 2017. Le gain du PIB réel est estimé à 3,6 %, comparativement à 3,1 % en 2016. On observe aussi une accélération des échanges commerciaux internationaux. L'amélioration de l'environnement économique en 2017 a été assez favorable pour les marchés financiers. Les principaux indices américains ont progressé de plus de 15 % et plusieurs bourses d'outremer ont offert des résultats tout aussi impressionnants. Au Canada, après une performance remarquable en 2016, la Bourse de Toronto a obtenu des résultats plus mitigés en 2017 alors que les importants secteurs liés aux matières premières ont connu une première moitié d'année difficile. Une fin d'année plus positive, marquée par un rebond des prix des matières premières, a toutefois permis à la Bourse de Toronto de terminer 2017 avec une progression de 6 %. La bonne tenue de l'économie a amené la FED à procéder à trois hausses de 0,25 % des taux directeurs américains en plus de commencer à réduire graduellement sa détention d'obligations. Une inflation faible dans la plupart des pays a toutefois contribué à maintenir des taux obligataires de long terme très faibles. La Banque du Canada (BdC) a amorcé soudainement un resserrement monétaire avec deux hausses de 0,25 % de ses taux directeurs au cours de l'été, ce qui a fait bondir les taux d'intérêt et le dollar canadien. La BdC a toutefois adopté un ton plus prudent par la suite, ce qui a ramené le dollar canadien légèrement en dessous de 0,80 \$ US.

Encore une fois, l'économie américaine a connu des difficultés au premier trimestre de 2017. Cependant, les trimestres suivants ont affiché des croissances du PIB réel plutôt fortes, soit autour de 3,0 %. Ainsi, la progression du PIB réel est estimée à 2,3 % pour l'ensemble de 2017, soit une nette amélioration par rapport au gain de 1,5 % de 2016.

Au Canada, l'année 2017 a commencé en force avec une croissance cumulative du PIB réel de 4,0 % (à rythme annualisé) au premier semestre. Un début d'année si vigoureux n'avait pas été répertorié depuis 2002. La demande intérieure a été particulièrement forte en raison notamment d'une progression soutenue des dépenses de consommation. Il faut dire que plusieurs facteurs favorables ont soutenu les dépenses de consommation en première moitié de 2017. Le marché du travail a connu une bonne progression. La confiance des ménages a augmenté, le tout dans un environnement de taux d'intérêt extrêmement bas. Un tel rythme de progression ne pouvait toutefois pas perdurer, le second semestre de 2017 a été marqué par un ralentissement de la croissance vers un niveau plus soutenable. Plusieurs éléments ont contribué à ce ralentissement. La légère remontée des taux d'intérêt directeurs entamée en juillet et en septembre 2017 a quelque peu freiné les dépenses de consommation, en particulier pour les biens durables. Le marché de l'habitation a aussi commencé à montrer des signes de ralentissement dans certaines régions avec les effets combinés de la légère hausse des taux d'intérêt et de l'introduction de nouvelles mesures visant à ralentir le marché immobilier de Toronto. Au bout du compte, l'ensemble de l'année 2017 devrait se solder par une hausse du PIB réel d'environ 2,9 %. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport au gain de 1,4 % observé en 2016.

Au Québec, la croissance économique a été nettement plus rapide en 2017. La hausse du PIB réel est estimée à environ 3 % pour l'ensemble de l'année, soit le meilleur résultat depuis une quinzaine d'années. Les dépenses des ménages ont soutenu l'économie, par l'entremise de la consommation et du secteur résidentiel. Les ventes au détail ont connu une forte progression grâce à l'amélioration du marché du travail. Le taux de chômage a même atteint un nouveau creux mensuel, le plus bas depuis une quarantaine d'années, soit 5,0 % en décembre 2017. La création d'emplois et le vieillissement de la population, qui entraîne des départs massifs à la retraite, expliquent la faiblesse du taux de chômage. Les investissements des entreprises sont demeurés faibles et les exportations ont été décevantes, notamment en raison de l'incertitude reliée au contexte des négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2018

Les perspectives favorables pour l'économie mondiale laissent entrevoir que la tendance haussière des bourses pourrait se poursuivre l'an prochain. Après leur performance remarquable de 2017, les bourses étrangères devraient toutefois enregistrer une progression plus modeste. Alors que les prix des matières premières devraient encore progresser quelque peu, la Bourse de Toronto devrait bien tirer son épingle du jeu en 2018. La bonne performance de l'économie, combinée à une remontée graduelle de l'inflation, devrait amener la FED et la BdC à augmenter graduellement leurs taux directeurs au cours des prochains trimestres. Dans ce contexte, les taux obligataires nord-américains devraient également adopter une tendance haussière l'an prochain, tout en demeurant bas d'un point de vue historique. La poursuite du resserrement monétaire au Canada et une modeste augmentation des cours pétroliers devraient entraîner une légère appréciation du dollar canadien.

L'accélération de l'économie mondiale observée en 2017 devrait se poursuivre en 2018. La croissance devrait surtout se montrer plus vive dans les pays émergents. En zone euro, la croissance économique devrait se stabiliser à mesure que la surcapacité de production s'amenuise. Un autre ralentissement de l'économie britannique est attendu alors que les conséquences de l'incertitude liée au Brexit continuent de se manifester. Le commerce mondial pourrait évoluer selon les tendances protectionnistes de l'administration Trump.

Aux États-Unis, l'élan récent de l'économie devrait se maintenir en 2018. Évidemment, la conjoncture sera tributaire des actions du président et elle devrait profiter de la réforme fiscale adoptée en toute fin de 2017 par le Congrès. On ne prévoit cependant pas de vastes programmes de dépenses en infrastructures. Il est aussi trop tôt pour prévoir une éventuelle abrogation des accords commerciaux, y compris l'ALENA. La confiance devrait demeurer assez forte pour assurer une bonne croissance des dépenses personnelles de consommation et de

l'investissement des entreprises. Le relèvement des taux directeurs américains devrait continuer de façon graduelle avec trois hausses de taux de 25 points de base prévues en 2018.

Au Canada, la croissance économique devrait se maintenir à un niveau satisfaisant en 2018. En moyenne, le PIB réel pourrait croître de 2,2 % durant l'année, ce qui correspond à un rythme de progression supérieur au potentiel de croissance, évalué à environ 1,4 % pour 2018 par la BdC. La bonne tenue du marché du travail continuera à stimuler les dépenses de consommation et les investissements non résidentiels des entreprises devraient poursuivre leur remontée. Les exportations devraient continuer à suivre une tendance haussière grâce à une demande mondiale vigoureuse. Les bienfaits du nouvel accord commercial entre le Canada et l'Union européenne pourraient également se faire sentir de plus en plus. Cela dit, une grande incertitude plane sur le commerce extérieur canadien avec la renégociation de l'ALENA. En théorie, les investissements résidentiels devraient ralentir en 2018 avec la remontée anticipée des taux d'intérêt et la présence de plusieurs mesures restrictives, dont les nouvelles règles du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF) qui ont été introduites en janvier 2018.

Au Québec, l'année 2018 s'annonce bien, mais la cadence de l'économie devrait ralentir par rapport à l'année précédente. Les dépenses de consommation auront du mal à maintenir un fort rythme puisque la création d'emplois est appelée à ralentir. Le gouvernement du Québec, qui a dégagé des surplus budgétaires de 4,6 G\$ depuis deux ans, a annoncé des baisses d'impôts additionnelles de 1,1 G\$ pour les particuliers. Celles-ci seront appliquées rétroactivement au 1er janvier 2017 à compter de 2018. La marge de manœuvre du gouvernement provincial permettra aussi une croissance plus rapide des dépenses publiques. Le secteur résidentiel devrait s'essouffler un peu en raison des hausses cumulatives des taux d'intérêt et des règles hypothécaires plus strictes. L'issue des négociations commerciales avec les États-Unis aura un effet déterminant sur les investissements des entreprises et les exportations. Le PIB réel du Québec devrait afficher une hausse supérieure à 2,0 % en 2018, mais les risques sont à la baisse si les pourparlers ne permettent pas de parvenir à une entente.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 112,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, soit un rendement de 6,4 %, comparativement à un bénéfice net de 86,0 M\$ (rendement de 5,3 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 14,09 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 13,26 \$ à la fin de l'exercice 2016. À titre indicatif, au prix de 14,09 \$ entrant en vigueur le 15 février 2018, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,8 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 15 février 2011.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 12,7 % et de 4,2 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,2 % sur le rendement de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, CRCD devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2017				2016			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	975	52,9	12,7	6,6	872	51,4	12,6	6,4
Autres investissements et encaisse	867	47,1	4,2	2,0	825	48,6	2,9	1,4
	1 842	100,0	8,6	8,6	1 697	100,0	7,8	7,8
Charges, nettes des frais d'administration			(2,0)	(2,0)			(2,3)	(2,3)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			6,4	6,4			5,3	5,3

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 176,2 M\$ et des cessions de 146,8 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 29,4 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 84,6 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 035,2 M\$ au 31 décembre 2017 (921,2 M\$ au 31 décembre 2016). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice de 176,2 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans cinq entreprises pour un montant global de 87,9 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 40,3 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 183,6 M\$ au 31 décembre 2017, comparativement à 189,1 M\$ au 31 décembre 2016. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2017 s'élevaient à 1 011,9 M\$ dans 91 entreprises, coopératives et fonds, dont 828,3 M\$ ont été déboursés. Au 31 décembre 2017, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 450 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 23,4 M\$ (25,2 M\$ au 31 décembre 2016) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par CRCD. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, CRCD a remboursé des billets et passifs financiers d'une valeur de 2,2 M\$ et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 0,4 M\$, à la suite de hausses de valeurs constatées sur les investissements sous-jacents.

Pour l'année 2017, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 116,2 M\$, soit un rendement de 12,7 %, comparativement à 102,6 M\$ en 2016 (rendement de 12,6 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de \$)		
	2017	2016
Produits	31 658	26 243
Gains et pertes	84 501	76 394
	116 159	102 637

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. La hausse des produits de 5,4 M\$ entre les deux exercices s'explique principalement par des dividendes plus élevés. Les honoraires de négociation, représentant 3,5 M\$ pour l'exercice 2017 (2,8 M\$ en 2016), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 13,3 M\$ pour l'exercice de 2017 (14,3 M\$ en 2016), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

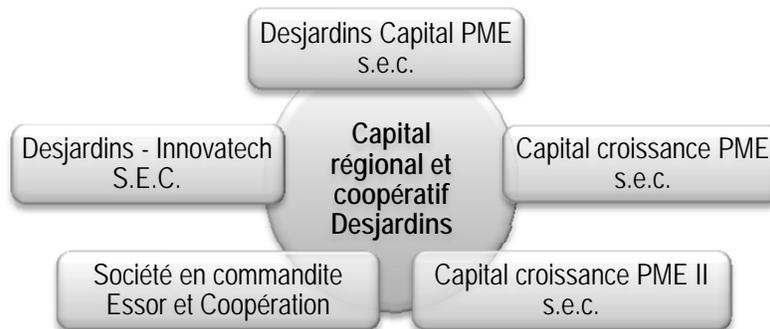
CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 84,5 M\$ comparativement à 76,4 M\$ pour l'exercice 2016. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2017, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement amélioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2016, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPO), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), permettant d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 31 décembre 2017, CRCD avait déboursé 236,6 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 294 entreprises et fonds bénéficiaient de 268,5 M\$ engagés par les fonds CCPME au 31 décembre 2017. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 448,4 M\$ dans 375 entreprises.
- Le 1^{er} janvier 2018, DC a créé le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME) en partenariat avec Gestion privée Desjardins. La politique d'investissement de ce nouveau fonds est semblable à celle des fonds CCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement haussée à 10 M\$ par entreprise partenaire. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci seront effectués sur une base annuelle. Pour l'exercice 2018, les commanditaires, CRCD et le fonds privé GPD stratégie Complémentaire, se sont engagés à verser 100 M\$. Au 31 décembre 2017, CRCD a un engagement de 40 M\$.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 1,0 M\$ a été déboursé en 2017. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisées dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 31 décembre 2017, un total de 62 entreprises et fonds bénéficiaient de 66,3 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 29,7 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2017, un total de 15 coopératives bénéficiaient de 29,7 M\$ engagés par Essor et Coopération.

Au total, ce sont 450 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 076 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de plus de 67 000 emplois, au 31 décembre 2017. De ce nombre, un total de 18 coopératives bénéficiaient d'engagements de 196,1 M\$ par CRCD et son écosystème.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

Rendement de l'écosystème entrepreneurial

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	2017				2016			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Dette	288	15,6	5,6	0,9	276	16,3	9,4	1,6
Équité	593	32,2	19,5	5,9	486	28,6	15,9	4,2
Fonds externes	53	2,9	(22,7)	(0,9)	66	3,9	11,9	0,5
Capital de risque	32	1,7	43,6	0,7	26	1,5	4,3	0,1
Sous-total Profils d'investissement	966	52,4	12,9	6,6	854	50,3	13,0	6,4
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	9	0,5	(0,2)	(0,0)	18	1,1	(0,5)	0,0
Total Écosystème	975	52,9	12,7	6,6	872	51,4	12,6	6,4

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un rendement de 19,5 %. Ce rendement découle principalement de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ce profil, il contribue majoritairement au rendement de 12,7 % de l'écosystème en 2017. Le profil d'investissement « Dette » affiche un rendement inférieur comparativement à la même période en 2016, s'expliquant principalement par des variations de valeurs induites par l'augmentation des taux du marché en 2017. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » ont des rendements respectifs ayant été influencés principalement par la valeur de deux titres particuliers. Ces deux profils ont un impact limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant d'actifs liquides pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes et des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes et des fonds immobilier. Il procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 31 décembre 2017, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 889,3 M\$ (844,6 M\$ au 31 décembre 2016) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	46,2	5,2	35,2	4,2
Obligations	506,2	56,9	580,3	68,7
Fonds d'actions mondiales	155,0	17,4	105,1	12,4
Fonds d'actions canadiennes	93,1	10,5	-	-
Fonds immobilier	88,8	10,0	64,1	7,6
Actions privilégiées	-	-	59,9	7,1
Total portefeuille	889,3	100,0	844,6	100,0

Au 31 décembre 2017, 72 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (68 % au 31 décembre 2016).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 46 % au terme de l'exercice 2017 (47 % au 31 décembre 2016). Les fonds engagés mais non déboursés de 183,6 M\$, représentant 9 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	2017	2016
Produits	22 753	20 489
Gains et pertes	12 040	2 475
	34 793	22 964

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 34,8 M\$ pour l'exercice 2017, comparativement à une contribution de 23,0 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont légèrement à la hausse comparativement à 2016.

Pour l'exercice 2017, CRCD a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 12,0 M\$. D'une part, le portefeuille de fonds d'actions mondiales a enregistré un gain de 8,4 M\$ qui s'explique par un marché en pleine croissance. D'autre part, les fonds d'actions canadiennes ont connu un gain de 3,9 M\$ dans un contexte économique favorable. Étant données les perspectives futures moins attrayantes de la catégorie d'actifs actions privilégiées, le transfert des sommes allouées à ce portefeuille vers le fonds d'actions canadiennes à faible volatilité s'est complété au courant de l'exercice 2017.

Le portefeuille obligataire a quant à lui enregistré une perte de 3,3 M\$ qui s'explique principalement par la hausse de 75 points de base du taux directeur depuis décembre 2016.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. La remontée actuelle de ces taux a eu un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées au cours de la dernière année. La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marchés du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation, s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximum annuel alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 200 \$.

Ce crédit d'impôt était de 45 % à l'égard des actions acquises du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 inclusivement, de 50 % pour les actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2017 et 2016, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2017, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 501,6 M\$ pour 138 079 685 actions ordinaires en circulation.

Au cours de l'exercice, CRCD a recueilli 134,9 M\$, ce qui inclut le solde de 1,5 M\$ de l'émission 2016 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé de 135 M\$ pour l'émission 2017. Le solde autorisé de l'émission 2017 de 1,7 M\$ a déjà été présouscrit auprès des investisseurs sélectionnés, selon le processus prévu, et les actions correspondantes seront émises d'ici le 28 février 2018.

Au niveau des frais d'émission, une entente est intervenue pour la période du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018 entre CRCD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec à l'effet de verser aux caisses une rémunération de 2,90 \$ par tranche de 100 \$ d'actions vendues (1,90 \$ pour l'émission 2016). Cette hausse des frais d'émission vise à refléter davantage les coûts opérationnels supportés par les caisses en lien avec l'émission des actions de CRCD. En contrepartie, DC a consenti une réduction des frais de gestion qui s'établissent maintenant à un maximum de 1,95 % des actifs sous gestion (2,02 % en 2016).

Pour l'exercice 2017, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 89,3 M\$ (70,4 M\$ en 2016).

Au 31 décembre 2017, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à près de 827 M\$. Au cours de la prochaine année 2018, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 215 M\$ deviendront également éligibles au rachat pour un potentiel d'environ 1 042 M\$ pour l'exercice 2018. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et les rachats de l'exercice 2017 ont porté le nombre d'actionnaires à 105 614 au 31 décembre 2017, comparativement à 104 317 au 31 décembre 2016.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers de \$)	2017	2016
Frais de gestion	23 865	27 293
Autres frais d'exploitation	5 647	4 989
Services aux actionnaires	2 762	2 144
	32 274	34 426

CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle se termine le 31 décembre 2017. Une nouvelle convention de gestion d'une durée de trois ans entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018. En vertu de ces conventions, les frais de gestion sont équivalant à un taux maximum de 1,95 % (2,02 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de

permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, un tel ajustement à la baisse de 6,6 M\$ (1,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016) a été apporté. Les honoraires de gestion et de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,7 M\$ s'explique principalement par des investissements en technologie de l'information nécessaires pour maintenir à jour et éviter la désuétude de certaines plateformes essentielles aux opérations de CRCD.

La hausse des services aux actionnaires de 0,6 M\$ est principalement liée à la modification des dates d'envois des relevés semestriels aux actionnaires et par la hausse des frais de fiduciaire en lien avec l'augmentation du nombre de comptes actifs.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.

CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ) l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, CRCD a versé des honoraires de 0,8 M\$ pour ces services. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. La tarification révisée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 2,9 M\$ pour l'exercice 2017, soit un montant équivalent à l'exercice précédent. La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2017, les entrées de liquidités liées aux émissions nettes des rachats s'élèvent à 43,0 M\$ (entrées de liquidités de 63,0 M\$ en 2016). Les activités opérationnelles ont généré une utilisation nette de liquidités de 32,6 M\$ (76,4 M\$ en 2016).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 173,3 M\$ pour l'exercice 2017 (117,5 M\$ en 2016). Le portefeuille des autres investissements affiche une utilisation nette de fonds de 16,3 M\$ pour l'exercice 2017 (46,3 M\$ pour l'exercice 2016).

Au 31 décembre 2017, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 29,4 M\$ (19,1 M\$ au 31 décembre 2016).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ au 31 décembre 2017. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2017 et 2016.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

MISSION, VISION, PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

MISSION

CRCD travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Dans cet esprit, la mission de CRCD s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

VISION ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

Des travaux de planification stratégique ont été menés tout au long de l'exercice 2016. Ces travaux ont comporté des consultations auprès des diverses parties prenantes, y incluant des sondages auprès des actionnaires et auprès des entrepreneurs partenaires, ainsi que plusieurs rencontres entre le conseil d'administration de CRCD et le comité de direction de DC. Cette démarche a permis d'actualiser la vision de CRCD, d'identifier les enjeux et les opportunités à saisir et d'établir les priorités stratégiques des trois prochaines années. Le nouveau plan stratégique 2017-2019, qui s'inscrit dans la continuité du plan stratégique 2013-2016, a été approuvé par le conseil d'administration de CRCD en fin d'exercice 2016.

La vision de CRCD est d'être « Premier dans le cœur des entrepreneurs : la référence pour les PME ».

Pour ce faire, CRCD continuera de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec de même que de mettre en place des initiatives à l'avantage de ses partenaires.

La réalisation de la mission et la vision de CRCD s'appuient également sur les cinq priorités stratégiques suivantes pour 2017-2019 :

- Assurer la disponibilité de capitaux à long terme suffisants à la réalisation de la mission de CRCD;
- Prendre avantage de la force du Mouvement Desjardins afin d'accentuer le leadership socio-économique de CRCD;
- Accroître la notoriété auprès des entrepreneurs de PME et la visibilité auprès de la communauté d'affaires;
- Accroître la capacité d'innovation et aller au-devant des besoins des entrepreneurs pour maintenir une offre distinctive;
- Accroître l'impact de CRCD, notamment dans les régions ressources, auprès des coopératives, auprès des entreprises innovantes et dans de nouveaux segments de marché.

STRATÉGIES

DC regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement, afin de mieux gérer ses activités. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

Finalement, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont investir 62 % de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles. Ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019. Également, 35 % de ces investissements admissibles doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin d'exercice. Aux 31 décembre 2017 et 2016, ces règles étaient toutes respectées.

GOUVERNANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration (le « conseil ») est composé de 13 administrateurs, dont 11 sont indépendants, et sa présidence est assumée par une administratrice indépendante. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport :



Sylvie Lalande,
ASC, C. Dir.
Présidente du conseil
de CRCD et
administratrice de
sociétés



Chantal Bélanger,
FCPA, FCGA, ASC
Vice-présidente du
conseil de CRCD et
administratrice de
sociétés



André Gabias,
avocat
Secrétaire du conseil de
CRCD et conseiller en
éthique et gouvernance



Bruno Morin
Directeur général de
CRCD et administrateur
de sociétés



Charles Auger,
BAA Finances
Vice-président
Opérations, Chocolats
Favoris



Eve-Lyne Biron,
B.Sc., MBA, IAS.A
Administratrice de
sociétés



Roger Demers,
FCPA, FCA, ASC
Administrateur de
sociétés



Marlène Deveaux,
ASC
Présidente directrice
générale, Revêtement
sur métaux inc.



Jean-Claude Gagnon,
FCPA, FCA
Conseiller Stratégies de
croissance et
administrateur de
sociétés



Jacques Jobin,
avocat, ASC
Président, Médiato



Jean-Claude Loranger
Directeur général,
Caisse Desjardins de
Rouyn-Noranda



Marcel Ostiguy
Administrateur de
sociétés



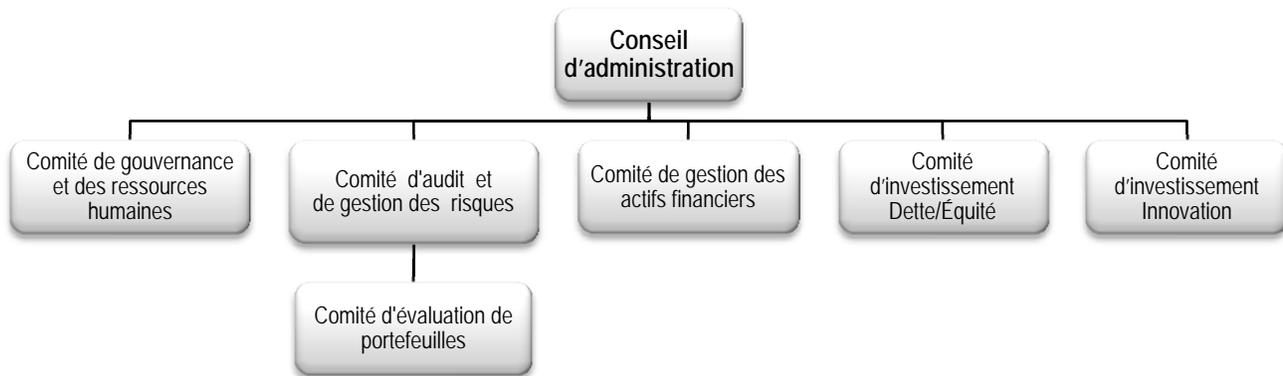
Louis-Régis Tremblay,
ing., IAS.A
Consultant en gestion
exécutive et
administrateur de
sociétés

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, les rapports financiers, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, l'assemblée générale des actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

La structure de gouvernance se présente comme suit :



Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

COMITÉ DE GOUVERNANCE ET DES RESSOURCES HUMAINES

Le comité de gouvernance et des ressources humaines est composé de cinq administrateurs, dont quatre sont indépendants.

Ce comité a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de conflit d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour le directeur général et les membres du conseil. De plus, il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance du président du conseil, du directeur général de CRCD, du conseil, des comités et du gestionnaire.

Ce comité a également un rôle de surveillance du risque de réputation en général et du risque de conflits d'intérêts. Il est informé du risque de réputation lié à l'investissement qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

Le comité d'audit et de gestion des risques est composé de quatre administrateurs indépendants, qui possèdent des connaissances financières suffisantes pour exercer leur mandat et dont deux possèdent un titre comptable.

Ce comité a comme mandat d'assister le conseil dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire à l'égard de l'information financière. Il veille à ce que le gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa recommandation.

Ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD et surveille plus spécifiquement le risque de non-conformité au niveau des règlements et lois ainsi que pour la reddition de comptes aux actionnaires et divulgation publique, le risque d'impartition (excluant les gestionnaires externes), le risque opérationnel lié au traitement des transactions et des systèmes et le risque de fraudes interne et externe. Il est informé des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers qui sont sous la surveillance du comité de gestion des actifs financiers et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

Le comité de gestion des actifs financiers est composé de cinq membres qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances et des compétences financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent et dont quatre sont indépendants.

Ce comité a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par CRCD des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la Politique de gestion globale des actifs financiers de CRCD et des directives afférentes.

Ce comité exerce de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, du risque de concentrations géographique et sectorielle de l'actif net, du risque de liquidité et du risque d'impartition à des gestionnaires externes. Il est informé du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois qui sont sous la surveillance des comités d'investissement.

COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES

Le comité d'évaluation de portefeuilles est composé de cinq membres, soit deux administrateurs indépendants et trois membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Ce comité a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD afin de fournir une assurance raisonnable au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences dudit règlement. Il procède aussi, de temps à autre, à la révision de la Méthodologie d'établissement de la juste valeur et recommande, le cas échéant, au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil les modifications qu'il juge nécessaires.

COMITÉS D'INVESTISSEMENT

Le comité d'investissement Dette/Équité est composé de sept membres, soit quatre administrateurs et trois membres externes, alors que le comité d'investissement Innovation est composé de cinq membres, soit deux administrateurs et trois membres externes. Six membres du comité d'investissement Dette/Équité et cinq membres du comité d'investissement Innovation sont indépendants. Les membres de ces comités sont choisis en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité d'un investissement, à en détecter les risques et à contribuer à sa valorisation future.

Le mandat général des comités d'investissement consiste à évaluer et à autoriser, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil et dans le respect de la mission de CRCD, des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois et à en effectuer le suivi.

Le comité d'investissement Dette/Équité étudie les dossiers de financement en dette subordonnée, en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité. Quant au comité d'investissement Innovation, il étudie les dossiers de financement en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité et qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles ou qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Ces comités ont également un rôle de surveillance du risque de réputation lié à l'investissement, du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois, du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois, du risque de désignation des administrateurs externes et du suivi de leur performance et du risque opérationnel lié au processus d'investissement. Ils sont informés du risque stratégique en lien avec la répartition du portefeuille d'investissements à impact économique québécois par région, qui est sous la surveillance du conseil.

RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2017.

Noms (nombre de rencontres)	Conseil d'administration	Comité de gouvernance et des ressources humaines	Comité d'audit et de gestion des risques	Comité de gestion des actifs financiers	Comité d'éthique et de déontologie (aboli)	Comité d'évaluation de portefeuilles	Comité d'investissement Dette subordonnée (aboli)	Comité d'investissement Équité (aboli)	Comité d'investissement Dette/Équité	Comité d'investissement Innovation	Rémunération
	11	7	5	4	7	3	14	11	5	11	\$
Charles Auger	9/9									8/8	22 985
Chantal Bélanger	11/11	7/7	5/5			3/3					46 300
Ève-Lyne Biron	11/11				7/7		12/14				31 900
Joane Demers	2/2		1/1								5 100
Roger Demers	11/11	2/2		4/4				11/11	4/5		41 675
Marlène Deveaux	11/11	7/7	5/5				14/14		5/5		46 775
Maurice Doyon	2/2	1/1		1/1						2/2	9 625
André Gabias	11/11				6/7						29 275
Jean-Claude Gagnon	9/9		4/4			1/2					22 870
Jacques Jobin	11/11	5/5		3/3	6/6					11/11	42 416
Sylvie Lalande	9/9	6/6									32 101
Jean-Claude Loranger	11/11			4/4				8/11			31 500
Bruno Morin	11/11	7/7		4/4				4/4	5/5		70 000
Marcel Ostiguy	9/9			3/3	1/1						19 685
Jacques Plante	2/2	1/1		1/1		1/1					13 550
Claudine Roy	2/2			1/1							5 100
Louis-Régis Tremblay	11/11		5/5					11/11	5/5		36 800
Bernard Bolduc *								11/11	4/5		15 800
Marie-Claude Boulanger *							13/14				11 500
Évangéliste Bourdages *							10/14				10 400
Guy Delisle *							12/14		5/5		16 200
Michel Duchesne *							13/14				12 150
Marie-Claude Gévry *								9/11			9 800
Sébastien Mailhot *						3/3					7 600
Michel Martineau *						3/3					7 600
Lynn McDonald *								11/11			11 150
Muriel McGrath *										11/11	12 600
George Rossi *						3/3					7 600
Michel Rouleau *							13/14		5/5		17 050
Thom Skinner *										11/11	13 050
Normand Tremblay *										11/11	12 600
RÉMUNÉRATION TOTALE											672 757

* Membre externe de comité

Afin de faciliter la compréhension du tableau

La rémunération comprend les indemnités et les allocations de présence relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux. M. Morin, directeur général, reçoit un salaire fixe de 70 000 \$ par année.

Le comité exécutif a été aboli le 16 février 2017 et ses responsabilités ont été distribuées au comité de gouvernance et à d'autres comités du conseil d'administration. Le comité de gouvernance a été créé le 21 avril 2017 et renommé comité de gouvernance et des ressources humaines le 6 juillet 2017. Le comité d'audit a été renommé comité d'audit et de gestion des risques le 17 novembre 2017. Le comité de gouvernance et d'éthique a été renommé comité d'éthique et de déontologie le 21 avril 2017, puis aboli le 17 août 2017. Le comité d'investissement Dette subordonnée et le comité d'investissement Équité ont fusionné le 30 septembre 2017.

Mme Lalande et MM. Auger, Gagnon et Ostiguy siègent à titre d'administrateurs depuis le 24 mars 2017, en remplacement de Mmes Demers et Roy ainsi que de MM. Doyon et Plante. M. Gagnon siège à titre de membre du comité d'audit et de gestion des risques depuis le 21 avril 2017. MM. Jobin et Ostiguy siègent à titre de membres du comité de gestion des actifs financiers depuis le 21 avril 2017. M. Jobin ne siège plus à titre de membre du comité d'éthique et de déontologie depuis le 21 avril 2017. M. Ostiguy a siégé à titre de membre du comité d'éthique et de déontologie du 21 avril 2017 au 17 août 2017. M. Gagnon siège à titre de membre du comité d'évaluation de portefeuilles depuis le 21 avril 2017. M. Morin a siégé à titre de membre du comité d'investissement Équité jusqu'au 21 avril 2017. M. Auger siège à titre de membre du comité d'investissement Innovation depuis le 21 avril 2017.

GESTION DES RISQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. Une politique de gestion intégrée des risques a été mise sur pied afin de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 15 février 2018.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobilier détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2017 est de 813,3 M\$ (899,7 M\$ au 31 décembre 2016). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 33,9 M\$ (22,2 M\$ au 31 décembre 2016) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 506,2 M\$ (580,3 M\$ au 31 décembre 2016) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse 28,0 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,5 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2017 (33,1 M\$ pour 1,9 % au 31 décembre 2016). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 29,8 M\$ représentant une augmentation de 1,6 % du prix de l'action (35,3 M\$ pour 2,1 % au 31 décembre 2016). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraînera une réduction de l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier d'une juste valeur de 88,8 M\$ (64,1 M\$ au 31 décembre 2016) et les actions privilégiées ayant été disposées au cours de l'exercice 2017 (juste valeur de 59,9 M\$ au 31 décembre 2016), peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 212,1 M\$ (153,3 M\$ au 31 décembre 2016), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 184,3 M\$ (173,2 M\$ au 31 décembre 2016), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2017, les fonds d'actions mondiales et canadiennes, d'une valeur de 248,1 M\$ (105,1 M\$ au 31 décembre 2016), qui sont gérés par des gestionnaires externes et détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 24,8 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 1,3 % du prix de l'action de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,3 M\$ (0,6 M\$ au 31 décembre 2016). Ainsi pour ces investissements, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 91,0 M\$ soit 4,7 % de l'actif net au 31 décembre 2017, comparativement à 111,1 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 31 décembre 2016.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2017, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 76,1 M\$ US (82,3 M\$ US au 31 décembre 2016) au taux de 1,2747 \$ CA/\$ US (1,3360 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2016), et ce, le 29 mars 2018.

Au 31 décembre 2017, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 4,7 M\$ (1,2 M\$ au 31 décembre 2016). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 140,0 M\$. Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 14,0 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,7 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la stabilité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

		Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 013 033	98,0	894 154	97,0
7 à 9	À risque	15 267	1,5	20 161	2,2
10	À haut risque et en insolvabilité	5 651	0,5	7 203	0,8

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

		Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	183 606	100,0	188 721	99,8
7 à 9	À risque	-	-	400	0,2

Pour le portefeuille obligataire, représentant 57,6 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (69,8 % au 31 décembre 2016), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Cotes	(en milliers de \$)	(en milliers de \$)
AAA	224 582	269 452
AA	186 001	194 174
A	47 175	55 695
BBB	45 585	57 966
BB	2 841	3 049

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les actions privilégiées et les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale respective de Pfd-2 low, et de A-2 ou R-1 faible. Ces cotes de crédit élevées limitent le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la FCDQ.

RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	35,5	22,2	38,0	23,6
Autres investissements ⁽²⁾	46,8	21,1	44,5	20,7

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 63 % (55 % au 31 décembre 2016) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 62 % (86 % au 31 décembre 2016) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 31 décembre 2017, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 52,8 % de l'actif net (51,6 % au 31 décembre 2016).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limitent actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 31 décembre 2017, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 84,3 % de titres canadiens (88,7 % au 31 décembre 2016). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2017, le portefeuille des autres investissements représente 45,8 % de l'actif net (47,2 % au 31 décembre 2016).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2017, les titres obligataires représentent 26,0 % de l'actif net (32,4 % au 31 décembre 2016). La baisse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle de l'augmentation de la pondération accordée aux investissements à impact économique québécois et vise à diversifier le portefeuille en introduisant de nouvelles catégories d'actifs et équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours des exercices 2017 et 2016.

Ces travaux tiennent compte de la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD. Des initiatives sont mises en place afin de stimuler le rachat des actions et une augmentation à 50 M\$ de la marge de crédit a été accordée, depuis 2016.

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

À la suite du discours sur le budget 2016-2017, le gouvernement du Québec a annoncé des changements à la gouvernance de CRCD en ce qui a trait à la composition du conseil d'administration et à la notion d'indépendance. Les modifications législatives proposées doivent être adoptées par l'Assemblée nationale et seront mises en œuvre graduellement.

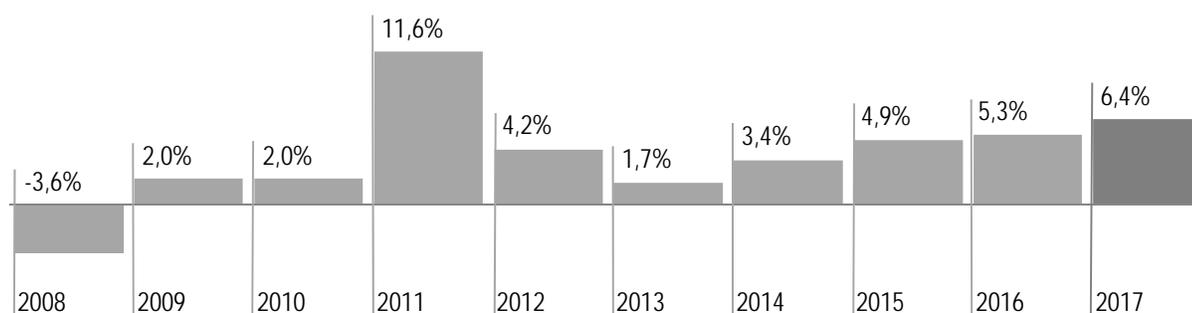
RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

Rendement annuel



RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION ORDINAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2017

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
3,6 %	5,2 %	4,2 %	5,3 %	6,3 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2017, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCO sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois *	
Dette	15,5
Équité	33,3
Fonds externes	2,0
Capital de risque	1,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,2
Total – Investissements à impact économique québécois	52,8
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	2,4
Obligations	26,0
Fonds d'actions mondiales	8,0
Fonds d'actions canadiennes	4,8
Fonds immobilier	4,6
Total – Autres investissements	45,8

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,6 % des profils d'investissements et 1,4 % des autres éléments d'actifs.

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2017, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	33,8
Gouvernement du Canada	5,2
Hydro-Québec	4,1
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité	4,1
Fonds Desjardins Mondial de dividendes	3,9
LNH Merrill Lynch Canada	3,8
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	2,4
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	2,4
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,3
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,3
Province de l'Ontario	2,3
Fiducie du Canada pour l'habitation	2,0

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 33,8 % de l'actif net de CRCD sont :

- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc
- Camso inc.
- Capital croissance PME s.e.c.
- Capital croissance PME II s.e.c.
- Congebec Logistique inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C
- Exo-s inc.
- Groupe Atis inc.
- Groupe Industries Fournier inc.
- La Coop fédérée
- Société en commandite Essor et Coopération
- Telecon inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 15 février 2018

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 15 février 2018

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 15 février 2018. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2017 et 2016
(en milliers de dollars canadiens)



Le 15 février 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et Coopératif Desjardins qui comprennent les bilans individuels aux 31 décembre 2017 et 2016, les états individuels du résultat global et des variations de l'actif net et le tableau individuel des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 31 décembre 2017 et 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif			
Investissements à impact économique québécois	7	1 033 951	921 518
Autres investissements	8	878 482	831 130
Impôts sur le bénéfice	18	19 624	19 634
Comptes débiteurs	10	36 069	35 414
Encaisse	11	12 305	13 021
		<u>1 980 431</u>	<u>1 820 717</u>
Passif			
Billets à payer et passifs financiers	12	23 413	25 233
Impôts sur le bénéfice	18	232	-
Comptes créditeurs	13	11 444	6 067
		<u>35 089</u>	<u>31 300</u>
Actif net	15	<u>1 945 342</u>	<u>1 789 417</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation		<u>138 079 685</u>	<u>134 943 941</u>
Actif net par action ordinaire		14,09	13,26

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,Sylvie Lalande, ASC,C.Dir., administrateurChantal Bélanger, FCPA, FCGA, administrateur

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	2017 \$	2016 \$
Produits			
Intérêts	7	23 228	25 528
Dividendes et distributions		27 645	18 451
Frais d'administration		519	470
		<u>51 392</u>	<u>44 449</u>
Gains (pertes) sur investissements			
Réalisés		8 480	23 095
Non réalisés		88 061	55 774
		<u>96 541</u>	<u>78 869</u>
Total des produits et des gains sur investissements		<u>147 933</u>	<u>123 318</u>
Charges			
Frais de gestion		23 865	27 293
Autres frais d'exploitation	17	5 647	4 989
Services aux actionnaires	17	2 762	2 144
		<u>32 274</u>	<u>34 426</u>
Bénéfice avant impôts		<u>115 659</u>	<u>88 892</u>
Impôts sur le bénéfice	18	<u>2 902</u>	<u>2 935</u>
Bénéfice net de l'exercice		<u>112 757</u>	<u>85 957</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		<u>133 493 165</u>	<u>129 268 010</u>
Bénéfice net par action ordinaire		<u>0,84</u>	<u>0,66</u>

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 15)		Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$		
Solde au 31 décembre 2016	134 943 941	1 434 668	354 749	1 789 417
Bénéfice net de l'exercice	-	-	112 757	112 757
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Emission d'actions ordinaires	9 792 823	134 850	-	134 850
Frais d'émission, nets des impôts de 1 578 \$	-	(2 396)	-	(2 396)
Rachat d'actions ordinaires	(6 657 079)	(65 572)	(23 714)	(89 286)
Solde au 31 décembre 2017	138 079 685	1 501 550	443 792	1 945 342
Solde au 31 décembre 2015	130 182 509	1 357 689	284 387	1 642 076
Bénéfice net de l'exercice	-	-	85 957	85 957
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Emission d'actions ordinaires	10 317 231	133 401	-	133 401
Frais d'émission, nets des impôts de 1 015 \$	-	(1 579)	-	(1 579)
Rachat d'actions ordinaires	(5 555 799)	(54 843)	(15 595)	(70 438)
Solde au 31 décembre 2016	134 943 941	1 434 668	354 749	1 789 417

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2017 \$	2016 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net de l'exercice	112 757	85 957
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(96 541)	(78 869)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(2 629)	(1 101)
Impôts différés	1 180	707
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(2 629)	(2 126)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	640	(5 589)
Comptes débiteurs	(13 181)	(646)
Comptes créditeurs	4 011	(1 086)
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(173 264)	(117 454)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	153 278	90 045
Acquisition d'autres investissements	(716 918)	(1 015 343)
Produit de la cession d'autres investissements	700 647	969 064
	<u>(32 649)</u>	<u>(76 441)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	132 256	133 401
Rachat d'actions ordinaires	(89 286)	(70 438)
	<u>42 970</u>	<u>62 963</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	10 321	(13 478)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>19 117</u>	<u>32 595</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>29 438</u>	<u>19 117</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	18 198	22 437
Dividendes et distributions reçus	27 503	17 855
Impôts sur le bénéfice payés	1 082	7 817

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur, ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donné par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente. Depuis l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année, pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice.

2 Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 15 février 2018.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de CRCD au moment de leur acquisition et de leur émission. Les investissements

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD.

L'encaisse ainsi que les comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à payer et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états individuels des variations de l'actif net.

Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par la Société qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 31 décembre 2017, sont présentées ci-après.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services.

L'IASB a publié en avril 2016 des amendements à la norme IFRS 15 qui fournissent des clarifications additionnelles sur la comptabilisation des produits et sur les dispositions transitoires relatives à l'application initiale.

CRCD a évalué l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Seul le poste des produits de frais d'administration sera affecté, mais considérant l'importance du montant, il n'y aura aucun impact significatif suite à l'adoption de cette norme.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers ainsi que les exigences générales relatives à la comptabilité de couverture. Parallèlement à la publication de l'IFRS 9, l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* a été modifiée afin d'accroître les informations qualitatives et quantitatives exigées, lesquelles devront être fournies pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Voici un sommaire des nouveaux concepts afférents à l'IFRS 9 :

Classement et évaluation

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu.

Le classement des instruments d'emprunt dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt sera déterminé, lors de la comptabilisation initiale, en fonction du modèle économique selon lequel ces actifs financiers sont gérés.

Dans tous les cas, si un instrument d'emprunt ne répond pas aux critères du test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt, l'actif financier sera classé à la juste valeur par le biais du résultat net.

Finalement, la Société peut faire le choix irrévocable de classer, lors de sa comptabilisation initiale, un instrument d'emprunt à la juste valeur par le biais du résultat net si cette désignation élimine ou réduit sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation de l'actif financier et si les exigences réglementaires sont respectées.

En ce qui a trait aux instruments de capitaux propres, ces derniers sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins que, lors de la comptabilisation initiale, un choix irrévocable soit effectué, instrument par instrument, afin de les classer à la juste valeur par le biais du résultat global. Si ce choix est effectué, les gains et pertes seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement ultérieur au résultat net.

Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39 et ne comporte pas de différence significative à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels la variation de la juste valeur qui est imputable à la variation du risque de crédit propre à l'entité émettrice devra être comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Suite à l'analyse, les actifs et passifs financiers seront classés de la façon suivante :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique seront comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les billets à payer et passifs financiers seront désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.
- L'encaisse, les comptes débiteurs ainsi que les comptes créditeurs seront comptabilisés au coût amorti.

Dépréciation

L'IFRS 9 introduit un nouveau modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Ce modèle de dépréciation s'applique à tous les actifs financiers, de même qu'aux engagements de prêt et aux contrats de garanties financières, à l'exception des instruments financiers évalués ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et ceux désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques. Toutefois, la norme permet de conserver les exigences de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture plutôt que d'adopter les dispositions de l'IFRS 9. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Suite à l'analyse d'IFRS 9, CRCD a conclu qu'il n'y aura aucun impact significatif sur l'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers, suite à l'adoption de cette norme.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

7 Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2017		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	289 722	106 253	395 975
Actions privilégiées	240 059	45 611	285 670
Parts de fonds	187 192	53 351	240 543
Prêts et avances	107 225	1 087	108 312
Billet ⁽¹⁾	1 020	-	1 020
Garantis			
Prêts et avances	3 037	(606)	2 431
	828 255	205 696	1 033 951

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	294 646	49 675	344 321
Actions privilégiées	198 285	22 062	220 347
Parts de fonds	188 398	62 354	250 752
Prêts et avances	100 899	2 135	103 034
Garantis			
Prêts et avances	4 914	(1 850)	3 064
	787 142	134 376	921 518

(1) Le 28 septembre 2017, CRCRD s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer un investissement à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCRD sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCRD et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 77,1 M\$ (85,6 M\$ au 31 décembre 2016).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 9,9 % (10,4 % au 31 décembre 2016). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 11,9 M\$ (12,1 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,3 années (3,7 années au 31 décembre 2016), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 21,6 M\$ (6,1 M\$ au 31 décembre 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au 31 décembre 2017					
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	440 207	86 777	526 984	15 000	541 984
Services	179 720	78 860	258 580	4 925	263 505
Innovations technologiques	20 116	(13 292)	6 824	1 000	7 824
Fonds	188 212	53 351	241 563	162 681	404 244
Total	828 255	205 696	1 033 951	183 606	1 217 577
Au 31 décembre 2016					
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	366 817	62 437	429 254	25 966	455 220
Services	206 303	33 836	240 139	1 900	242 039
Innovations technologiques	25 624	(24 251)	1 373	-	1 373
Fonds	188 398	62 354	250 752	161 255	412 007
Total	787 142	134 376	921 518	189 121	1 110 639

(1) Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2018 \$	2019 \$	2020 \$	2021 \$	2022 et après \$	Total \$
83 726	19 395	17 064	14 540	48 881	183 606

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	10	237 991	10	262 075
Entités associées				
Entreprises partenaires	27	288 316	21	166 680
Fonds	7	220 460	7	225 304

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Au 31 décembre 2017, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par l'acquisition de cinq entités associées, l'acquisition de deux nouvelles filiales, la diminution des titres de participation d'une filiale devenant une entité associée et la disposition d'une filiale.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 10 % et 49 % (15 % et 49 % au 31 décembre 2016) pour les entités associées. Les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception d'une filiale au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

CRCD a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels il exerce une influence notable. Au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, les participations sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 20,0 % et 94,6 %.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8 Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2017		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	217 460	(2 987)	214 473
Provinciales, municipales ou garanties	158 878	(1 929)	156 949
Institutions financières	83 250	(873)	82 377
Sociétés	52 113	272	52 385
	511 701	(5 517)	506 184
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	33 938	-	33 938
Contrats de change ⁽²⁾	-	1 465	1 465
Fonds d'actions canadiennes	89 186	3 911	93 097
Fonds d'actions mondiales	143 995	10 958	154 953
Fonds immobilier	85 807	3 038	88 845
Total	864 627	13 855	878 482

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2017			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	6 091	175 554	330 056	511 701
Valeur nominale	6 075	178 345	346 843	531 263
Juste valeur	6 104	173 783	326 297	506 184
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,91 %	1,98 %	2,14 %	2,08 %
Taux moyen effectif	2,00 %	2,05 %	2,28 %	2,20 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	252 129	(2 008)	250 121
Provinciales, municipales ou garanties	160 693	(1 750)	158 943
Institutions financières	108 897	650	109 547
Sociétés	60 932	793	61 725
	582 651	(2 315)	580 336
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	22 169	-	22 169
Contrats de change ⁽²⁾	-	(433)	(433)
Fonds d'actions mondiales	102 540	2 546	105 086
Fonds immobilier	62 552	1 566	64 118
Actions privilégiées	64 413	(4 559)	59 854
Total	834 325	(3 195)	831 130

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2016			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	1 049	229 734	351 868	582 651
Valeur nominale	1 000	228 827	371 068	600 895
Juste valeur	1 045	230 145	349 146	580 336
Taux moyen nominal ⁽³⁾	6,50 %	2,10 %	2,14 %	2,13 %
Taux moyen effectif	6,50 %	1,94 %	2,20 %	2,11 %

(1) Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an.

(2) Les contrats de change pour vendre un notionnel de 76,1 M\$ US (82,3 M\$ US au 31 décembre 2016) ont une échéance de trois mois.

(3) La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 140,0 M\$ (95,8 M\$ au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, les autres investissements n'ont aucun fonds engagés mais non déboursés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCO a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	264	-	1 033 687	1 033 951
Autres investissements	615 182	174 455	88 845	878 482
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	14 943	14 943
Total des actifs financiers	615 446	174 455	1 137 475	1 927 376
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	23 413	23 413

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	576	-	920 942	921 518
Autres investissements	534 359	232 653	64 118	831 130
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	27 469	27 469
Total des actifs financiers	534 935	232 653	1 012 529	1 780 117
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	25 233	25 233

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant les exercices terminés au 31 décembre 2017 et 2016.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2017			
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	Billets à payer et passifs financiers
	\$	\$	\$	\$
Juste valeur au 31 décembre 2016	920 942	64 118	27 469	(25 233)
Gains (pertes) réalisés	18 432	-	291	(119)
Gains (pertes) non réalisés	61 064	1 495	-	(333)
Acquisitions/émission	176 154	23 232	179	-
Cessions/remboursements	(142 905)	-	(12 996)	2 272
Juste valeur au 31 décembre 2017	1 033 687	88 845	14 943	(23 413)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2017	74 816	1 495	-	(256)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2015	816 373	13 136	28 846	(26 309)
Gains (pertes) réalisés	18 128	-	(243)	(87)
Gains (pertes) non réalisés	56 022	1 221	-	670
Acquisitions/émission	119 580	49 761	1 883	-
Cessions/remboursements	(89 161)	-	(3 017)	493
Juste valeur au 31 décembre 2016	920 942	64 118	27 469	(25 233)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2016	64 061	1 221	-	658

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2017			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	32 201	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,8 % à 17,1 % (8,8 %)
Actions non participantes	155 232	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,4 % à 12,1 % (5,2 %)
Actions participantes majoritaires	201 031	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,7 % à 9,6 % (8,6%)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,5 % à 26,2 % (14,9%)
	13 150	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
			Actif net redressé	- (2)
Actions participantes minoritaires	139 426	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,1 % à 20,5 % (10,2%)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,1 % à 38,7 % (15,5%)
	186 685	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
			Actif net redressé	- (2)
	6 316	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	1 020	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (4)
Parts de fonds	240 543	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
	<u>1 033 687</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	88 845	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	14 943	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (7,9 %)
Billets à payer et passifs financiers	(23 413)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	38 094	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,3 % à 19,1 % (8,6 %)
Actions non participantes	136 159	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,6 % à 7,8 % (5,2 %)
Actions participantes majoritaires	225 183	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,4 % à 10,0 % (8,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,5 % à 25,4 % (13,3 %)
Actions participantes minoritaires	28 498	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	8 394	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- (2)
	144 159	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 6,9 % à 16,1 % (10,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,0 % à 39,6 % (15,9 %)
64 132	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-	
21 659	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- (2)	
3 912	Autres ⁽³⁾	-	-	
Parts de fonds	<u>250 752</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
	<u>920 942</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	64 118	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	27 469	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,4 % à 10,0 % (5,4 %)
Billets à payer et passifs financiers	(25 233)	Diverses	-	-

(1) En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

(2) En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

(3) Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

(4) Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,5 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,4 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	20 240	7 945
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	14 943	27 469
Autres	886	-
	36 069	35 414

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 13,6 M\$ (25,6 M\$ au 31 décembre 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 32,6 M\$ (21,0 M\$ au 31 décembre 2016) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Encaisse	12 305	13 021
Instruments de marché monétaire	17 133	6 096
	29 438	19 117

12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCD a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ), des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCD lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par CRCD relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et une prolongation a été obtenue jusqu'au 31 mai 2018.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2017, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 21,2 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (23,1 M\$ au 31 décembre 2016).

Le paiement des billets à payer et des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera les billets à payer et les passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

13 Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 269	4 571
Autres	5 175	1 496
	11 444	6 067

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

14 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ auprès de la FCDQ. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2017 et 2016, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2017 et 2016.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

15 Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours sur le budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2016 et 2017 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Ceux-ci sont présentés en diminution du capital-actions, déduction faite des impôts. Pour l'exercice terminée le 31 décembre 2017, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 2,4 M\$ (1,6 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2017 s'élève à 1 945,3 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission par action \$	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	28,0	2008
2002	10,00	78,0	2009
2003	10,12 et 10,24	39,4	2010
2004	10,25	49,0	2011
2005	10,25	54,1	2012
2006	10,37 et 10,21	52,6	2013
2007	10,21 et 9,92	73,1	2014
2008	9,89, 9,83 et 9,54	120,6	2015
2009	9,54, 9,62 et 9,73	157,0	2016
2010	9,73 et 9,80	180,6	2017
2011	9,91 et 10,02	209,6	2018
2012	11,02	189,4	2019
2013	11,47	182,6	2020
2014	11,92	74,0	2021
2015	12,05	174,3	2022
2016	12,93 et 13,26	146,7	2023
2017	13,78	136,3	2024
L'actif net		1 945,3	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2017.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente, qui la rend inapte à poursuivre son travail.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, CRCD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances du Québec.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCD, sur la base de la valeur de CRCD déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 : crédit d'impôt de 45 %;
- Pour les achats à compter du 1^{er} mars 2016 : crédit d'impôt de 40 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

16 Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Charges

	2017 \$	2016 \$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	187	189
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	673	695
Honoraires pour services professionnels	446	441
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	109	111
Frais informatiques	2 991	1 369
Honoraires de distributions	783	1 030
Autres charges	458	1 154
	5 647	4 989
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 827	1 656
Communication de l'information aux actionnaires	583	249
Autres charges	352	239
	2 762	2 144

18 Impôts sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2017		2016	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles	1 722	(1 087)	2 228	(778)
Différés	1 180	(491)	707	(237)
	2 902	(1 578)	2 935	(1 015)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2017 \$	2016 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,8 % (39,9% en 2016)	46 032	35 468
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(35 416)	(27 287)
Dividendes non imposables	(7 576)	(6 557)
Autres	(138)	1 311
	<u>2 902</u>	<u>2 935</u>

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif		
Impôts différés – frais d'émission	-	1 939
Impôts différés – autres	-	(1 482)
Impôts en main remboursables	14 277	13 505
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	5 347	5 672
	<u>19 624</u>	<u>19 634</u>
Passif		
Impôts différés – frais d'émission	2 430	-
Impôts différés – autres	(2 662)	-
	<u>(232)</u>	<u>-</u>

CRCD s'attend à recouvrer 8,3 M\$ (7,6 M\$ au 31 décembre 2016) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle se termine le 31 décembre 2017. Une nouvelle convention de gestion d'une durée de trois ans entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018. En vertu de ces conventions, les frais de gestion sont équivalant à un taux maximum de 1,95 % (2,02 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, un tel ajustement à la baisse de 6,6 M\$ (1,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016) a été apporté. Les honoraires de gestion et de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009 et se termine le 31 décembre 2020.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Une nouvelle convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 et se termine le 31 décembre 2020. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins l'émission de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements et son évolution.
- Dans son portefeuille des autres investissements, CRCD détient des titres émis par la FCDQ.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2016		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	6 809	6 809	-	4 968	4 968
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	31	31	-	31	31
Encaisse	-	12 506	12 506	-	13 213	13 213
Comptes débiteurs	-	821	821	-	-	-
Passif						
Billets à payer et passifs financiers	-	20 183	20 183	-	19 850	19 850
Comptes créditeurs	5 175	4 461	9 636	1 496	3 031	4 527

	2017			2016		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Etats du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	103	103	-	110	110
Gains (pertes) sur investissements	-	4 588	4 588	-	2 339	2 339
Charges						
Frais de gestion	23 865	-	23 865	27 293	-	27 293
Autres frais d'exploitation	-	3 718	3 718	-	2 374	2 374
Services aux actionnaires	-	1 827	1 827	-	1 656	1 656
Etats des variations de l'actif net						
Frais d'émission	-	3 895	3 895	-	2 535	2 535

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins et Desjardins Société de placement. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 508 000 \$ (511 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2017



Le 15 février 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2017. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2017 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de		Prêts, avances et billets \$	
			fonds \$	Prêts, avances et billets \$		
Abitibi-Témiscamingue						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	51	-	51
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	125
Total Abitibi-Témiscamingue			125	51	-	176
Bas-Saint-Laurent						
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	454	-	454
Total Bas-Saint-Laurent			-	454	-	454
Capitale-Nationale						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 068	-	26	3 094
Congébec Logistique II inc.	2015	S	26 589	4 947	-	31 536
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	167	167
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	1 336	-	2 086
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 772	4 576	-	19 348
Groupe Humagade inc. (Bandsintown Canada inc.)	2006	IT	11 191	38	-	11 229
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 980	-	7 000
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			58 890	16 877	193	75 960
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	1 983	-	5 715
CBR Laser inc.	2012	M	-	13 932	-	13 932
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	7 500
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 740	-	-	3 740
Total Centre-du-Québec			15 222	15 915	-	31 137
Chaudière - Appalaches						
C.I.F. Métal Itée	2005	M	1 253	-	-	1 253
Groupe Filgo inc.	2012	S	12 557	-	-	12 557
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	2 418	-	19 418
Hortau inc.	2010	M	1 605	-	-	1 605
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 930	944	-	3 874
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	66	-	66
Total Chaudière - Appalaches			35 345	3 428	-	38 773

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de		Prêts, avances et billets \$	
			fonds \$	Prêts, avances et billets \$		
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	133	-	133
Camso inc.	2002	M	10 132	-	-	10 132
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	464	-	464
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	300	-	300
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	8 514	-	29 086
FilSpec inc.	2004	M	1 291	-	-	1 291
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	12 561	2 340	-	14 901
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	568	-	2 068
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	681	-	681
Total Estrie			46 584	13 000	-	59 584
Hors Canada						
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Total Lanaudière			2 250	-	-	2 250
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	387	-	387
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
Total Mauricie			17	387	-	404

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de		Prêts, avances et billets \$	
			fonds \$	Prêts, avances et billets \$		
Montérégie						
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	7 224	1 000	-	8 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	10 880	6 443	-	17 323
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 969	-	1 969
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	6 107	-	-	6 107
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 828	-	36 059
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	15 800	-	23 250
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	1 794	-	-	1 794
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	684	-	684
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 319	1 319
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Systèmes Architecturaux Unicef	2017	M	6 000	7 150	-	13 150
Valtech Fabrication inc.	2017	M	15 300	6 000	-	21 300
Volaille Novo inc.	2017	M	1 700	-	-	1 700
Total Montérégie			174 633	40 874	1 319	216 826
Montréal						
8973822 Canada inc.	2012	S	9 860	-	-	9 860
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	-	-	15 000
Agence 360 inc.	2016	S	8 750	-	-	8 750
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 251	398	81	1 730
Courchesne, Larose ltée	2015	M	-	9 246	-	9 246
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	-	88	444
Groupe Alithya inc.	2015	S	13 750	-	-	13 750
Groupe API inc.	2009	S	-	52	-	52
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
Inventaire d'infrastructure de Réseaux [N(i)2] inc.	2017	IT	5 000	-	-	5 000
La Coop fédérée	2005	M	65 000	-	-	65 000
Mylo Financial Technologies inc.	2017	IT	1 000	-	-	1 000
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	1 000	1 000
Télécon inc.	2011	S	30 791	6 048	-	36 839
Tissus Amalgamated inc.	2015	M	5 652	-	-	5 652
Vins Philippe Dandurand inc.	2015	M	8 250	-	-	8 250
Total Montréal			185 910	15 744	1 169	202 823

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de		Prêts, avances et billets \$	
			fonds \$	Prêts, avances et billets \$		
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Démolition et excavation Démex inc.	2008	S	-	81	-	81
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	5	-	5
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	409	-	409
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 445	495	356	9 296
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	6 876	-	-	6 876
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	95 723	-	-	95 723
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	40 878	1 020	-	41 898
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	6 434	-	-	6 434
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 035	-	-	5 035
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	6 798	-	-	6 798
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	2 228	-	-	2 228
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	22 820	-	-	22 820
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	400	-	-	400
Total Fonds			187 192	1 020	-	188 212
Total au coût			716 973	108 245	3 037	828 255

Légende par secteur d'activité

M :	Manufacturier
S :	Services
IT :	Innovations technologiques
F :	Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 31 décembre 2017.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2017

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (57,6 %)				
Obligations fédérales et garanties (24,4 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2021-12-15, 1,15 %	2 700	2 622	2 608
	2025-12-15, 1,95 %	5 625	5 585	5 462
	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 225	9 927
	2026-09-15, 1,90 %	12 000	11 790	11 548
	2027-06-15, 2,35 %	10 000	9 819	9 960
Gouvernement du Canada	2023-06-01, 1,50 %	42 000	41 547	41 144
	2025-06-01, 2,25 %	1 500	1 606	1 526
	2026-06-01, 1,50 %	33 700	33 123	32 334
	2027-06-01, 1,00 %	27 900	25 574	25 420
LNH Merrill Lynch Canada ¹	2019-09-01, 1,85 %	774	777	773
	2021-03-01, 1,25 %	58 422	58 224	57 213
	2021-08-01, 1,30 %	7 964	7 789	7 780
	2022-09-01, 1,89 %	8 890	8 779	8 778
Total obligations fédérales et garanties		221 475	217 460	214 473
Obligations provinciales, municipales ou garanties (17,9 %)				
Hydro-Québec	2023-02-15, 2,21 %	20 000	17 875	17 666
	2023-08-15, 2,28 %	10 000	8 801	8 698
	2024-02-15, 2,28 %	48 800	42 476	41 751
	2024-08-15, 2,02 %	14 040	12 290	11 818
Municipal Finance Authority of British Columbia	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 083	2 133
	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 007	3 007
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	2 330	2 329	2 352
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 370	3 339
Province de l'Ontario	2022-12-02, 2,01 %	26 800	24 291	23 834
	2025-06-02, 2,53 %	6 000	4 977	4 913
	2026-06-02, 2,40 %	14 725	14 641	14 537
	2027-06-02, 2,60 %	750	748	749
Province de Québec	2024-06-01, 2,46 %	3 000	2 565	2 541
	2026-09-01, 2,50 %	19 700	19 425	19 611
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		174 645	158 878	156 949
Obligations d'institutions financières (9,4 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2018-05-08, 1,51 %	2 000	2 000	2 001
	2020-07-14, 1,85 %	2 155	2 153	2 133
Banque de Montréal	2021-10-28, 1,61 %	5 000	4 979	4 849
	2024-09-11, 2,70 %	900	900	899
Banque Nationale du Canada	2020-03-03, 1,74 %	1 300	1 300	1 286
Banque Royale du Canada	2018-08-01, 1,47 %	3 500	3 500	3 502
	2019-04-26, 1,40 %	5 000	5 003	4 968
	2019-07-17, 3,04 %	1 250	1 263	1 261
	2022-03-02, 1,97 %	5 250	5 239	5 141
	2023-12-05, 2,33 %	3 700	3 676	3 635
Banque Scotia	2018-03-22, 2,24 %	75	75	75
	2021-12-02, 1,90 %	1 700	1 700	1 664

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Banque Toronto-Dominion	2023-07-18, 1,91 %	14 300	14 157	13 784
	2024-07-25, 3,22 %	650	650	649
bclMC Realty	2026-12-31, 3,00 %	600	600	600
CI Financial	2021-10-25, 2,78 %	1 700	1 700	1 699
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 %	900	900	890
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2020-03-02, 1,75 %	5 400	5 383	5 345
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	250	267	274
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 %	1 750	1 724	1 709
Fiducie de placement immobilier Granite	2023-09-30, 3,87 %	1 000	1 000	1 001
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2022-06-20, 3,60 %	1 175	1 197	1 206
	2023-02-07, 3,20 %	1 500	1 535	1 507
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 017	1 052
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	428
	2022-11-23, 2,75 %	750	750	745
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 724	1 755
	2027-04-12, 3,75 %	800	800	791
Fonds de placement immobilier Cominar	2022-06-01, 4,16 %	1 000	992	992
Fonds de placement immobilier RioCan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	800
Groupe TMX	2024-10-11, 3,00 %	250	250	248
Honda Canada Finance	2022-07-15, 2,27 %	525	527	518
	2022-12-19, 2,49 %	180	180	179
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	297
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 537
John Deere Canada Funding	2020-07-13, 1,60 %	2 250	2 248	2 211
	2020-09-17, 2,05 %	750	755	744
Société Financière Daimler Canada	2021-07-08, 1,91 %	1 000	996	980
Société financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	1 916	1 959
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 %	2 450	2 449	2 429
	2020-05-20, 2,05 %	1 400	1 400	1 393
	2022-10-11, 2,62 %	1 700	1 700	1 703
Ventas Canada Finance	2023-02-15, 2,55 %	300	300	293
Wells Fargo Canada	2023-01-24, 3,46 %	1 200	1 270	1 245
Total obligations d'institutions financières		83 235	83 250	82 377
Obligations de sociétés (5,9 %)				
Algonquin Power & Utilities	2022-02-15, 4,65 %	750	771	797
Alliance Pipeline Limited Partnership	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 029	1 032
AltaGas	2024-10-15, 3,84 %	1 000	1 038	1 025
Altalink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 021	1 060
	2026-02-28, 2,75 %	1 625	1 633	1 622
Bell Canada	2026-05-12, 2,90 %	4 800	4 692	4 631
BMW Canada	2021-06-15, 1,83 %	1 400	1 395	1 371
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 069	1 124
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 861
Brookfield Renewable Energy Partners	2025-03-02, 3,75 %	750	750	765
Bruce Power	2021-06-23, 2,84 %	300	300	302
Canadian Natural Resources	2020-08-14, 2,89 %	2 000	2 020	2 016
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	757	796
Chartwell Résidences pour Retraités	2023-10-11, 3,79 %	200	200	199

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
Enbridge	2019-02-22, 4,10 %	1 000	1 012	1 020
	2019-09-02, 4,77 %	60	62	62
	2022-12-05, 3,19 %	400	391	404
	2027-09-27, 5,38 %	1 700	1 700	1 690
EnerCare Solutions	2020-02-03, 4,60 %	400	413	415
	2023-12-21, 3,99 %	600	600	613
Fortis	2023-10-12, 2,85 %	1 030	1 030	1 026
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	259
Hydro One	2019-11-18, 1,48 %	500	500	495
	2020-04-30, 1,62 %	2 000	1 994	1 977
	2021-02-24, 1,84 %	600	600	592
Inter Pipeline	2023-07-13, 2,61 %	125	125	122
	2024-02-18, 2,73 %	1 000	1 000	973
	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	989
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	313	319
Magna International	2022-11-15, 3,10 %	1 000	1 000	1 013
Metro	2022-11-05, 2,68 %	700	700	694
	2027-09-06, 3,39 %	470	470	466
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	1 000	988	979
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 175	1 154
	2027-03-15, 4,24 %	2 600	2 654	2 694
Reliance	2019-03-15, 5,19 %	1 600	1 634	1 646
	2020-09-15, 3,81 %	700	702	712
	2025-01-15, 3,84 %	110	110	110
Rogers Communications	2023-12-13, 4,00 %	800	798	846
Saputo	2022-05-13, 1,94 %	1 000	1 000	969
	2023-09-21, 2,83 %	1 500	1 500	1 494
Superior Plus	2018-12-09, 6,50 %	500	516	526
	2020-02-27, 5,25 %	1 300	1 337	1 324
TELUS	2022-02-28, 2,35 %	4 750	4 729	4 690
	2024-01-02, 3,35 %	300	304	305
Toromont Industries	2027-07-27, 3,84 %	800	800	817
Toronto Hydro	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 019	1 020
TransAlta	2019-11-18, 6,40 %	250	250	264
	2020-11-25, 5,00 %	500	503	519
Westcoast Energy	2025-09-08, 3,77 %	560	560	586
Total obligations de sociétés		51 908	52 113	52 385
Total obligations		531 263	511 701	506 184

Instruments de marché monétaire (3,9 %)

Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2018-01-11, 1,28 %	3 000	2 999	2 999
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2018-01-29, 1,27 %	1 080	1 079	1 079
Banque de Montréal	2018-01-10, 1,27 %	1 192	1 192	1 192
	2018-03-12, 1,55 %	2 000	1 994	1 994
Banque Nationale du Canada	2018-01-10, 1,27 %	1 400	1 399	1 399
	2018-09-06, 1,74 %	2 000	1 978	1 978
Banque Scotia	2018-02-28, 1,34 %	1 000	998	998
	2018-03-27, 1,44 %	586	584	584
	2018-04-05, 1,10 %	2 000	1 993	1 993

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Instruments de marché monétaire (suite)				
Banque Toronto-Dominion	2018-05-16, 1,52 %	3 475	3 455	3 455
Gaz Métro	2018-01-25, 1,23 %	3 300	3 297	3 297
Gouvernement du Canada	2018-01-04, 0,95 %	845	845	845
Honda Canada Finance	2018-04-03, 1,46 %	1 325	1 320	1 320
	2018-05-02, 1,54 %	2 000	1 990	1 990
Inter Pipeline	2018-01-16, 1,33 %	500	500	500
	2018-02-16, 1,40 %	2 980	2 974	2 974
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2018-01-04, 1,10 %	1 850	1 850	1 850
Société de Transport de Montréal	2018-03-15, 1,35 %	3 500	3 491	3 491
Total instruments de marché monétaire		34 033	33 938	33 938
Contrats de change (0,2 %)				
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2018-03-29, 1,2747 \$ CA/\$ US	76 100	0	1 465
Total contrats de change		76 100	0	1 465
Nombre de parts				
Fonds d'actions canadiennes (10,6 %)				
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité		3 582	44 442	46 381
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		2 102	44 744	46 716
Total fonds d'actions canadiennes			89 186	93 097
Fonds d'actions mondiales (17,6 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité		6 220	71 995	79 075
Fonds Desjardins Mondial de dividendes		3 687	72 000	75 878
Total fonds d'actions mondiales			143 995	154 953
Fonds immobilier (10,1 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		39	42 855	44 253
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy		5 775	42 952	44 592
Total fonds immobilier			85 807	88 845
Total autres investissements (100,0 %)			864 627	878 482

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2017

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	50,00				
Capital croissance PME s.e.c.					
Abitibi-Témiscamingue					
2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)		-	-	26	26
9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)		-	17	-	17
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	36	-	36
Abitibi Géophysique inc.		-	169	-	169
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	745	-	745
Location Lauzon inc.		-	97	-	97
Ressources Cartier inc.		43	-	-	43
Total Abitibi-Témiscamingue		43	1 064	26	1 133
Bas-Saint-Laurent					
9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Québec inc.)		-	96	-	96
Base 132 (3089-8522 Québec inc.) (anc. Impressions Soleil (Les))		-	-	52	52
Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)		-	-	33	33
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	285	285
Total Bas-Saint-Laurent		-	96	370	466
Canada Hors Québec et Ontario					
Eldorado Gold Corporation		58	-	-	58
Total Canada Hors Québec et Ontario		58	-	-	58
Capitale-Nationale					
9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)		-	55	-	55
Alimentation Francis Gravel inc.		-	1	-	1
Éditions Gladius International inc.		-	-	9	9
LA VUE par Laforce inc.		-	-	84	84
LA VUE Pierre-Bertrand inc.		-	-	39	39
LA VUE Thetford Mines inc.		-	-	33	33
Planifika inc.		-	-	147	147
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
Total Capitale-Nationale		750	56	312	1 118
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	267	267
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	96	-	96
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	151	-	151
Total Centre-du-Québec		-	247	267	514

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	50,00				
Capital croissance PME s.e.c. (suite)					
Chaudière - Appalaches					
3R Com inc. (8580430 Canada inc.)		-	56	-	56
Autobus Fleur de Lys inc.		-	-	44	44
Décoplex inc.		-	-	175	175
Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)		-	-	78	78
Fenêtres Sélection inc.		-	54	-	54
Gesdix inc.		-	127	-	127
Humaco Acoustique inc.		-	111	-	111
Investissements Mika inc. (Les)		-	-	248	248
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Serres Demers inc. (Les)		-	-	350	350
Ultima Fenestration inc.		-	-	35	35
Umano Medical inc.		-	87	-	87
Total Chaudière - Appalaches		250	435	930	1 615
Côte-Nord					
9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)		600	-	-	600
Carrosserie Baie-Comeau inc.		-	-	77	77
Centre des congrès de Sept-Îles		-	-	106	106
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	18	18
Entreprises G.M. Mallet inc. (les)		-	-	98	98
Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.		-	156	-	156
Sécurgence inc.		-	157	-	157
Total Côte-Nord		600	313	299	1 212
Estrie					
6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)		459	-	-	459
Certi Auto inc.		-	-	233	233
Innotex inc.		-	174	-	174
L.P. Royer inc.		-	341	-	341
Pieux Vistech - Postech inc.		-	458	-	458
S.E.2 inc.		125	-	-	125
Total Estrie		584	973	233	1 790
Fonds					
Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		512	-	-	512
Total Fonds		512	-	-	512
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Ateliers CFI Métal inc. (Les)		-	63	-	63
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		-	63	-	63

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	202	-	202
Total Laval		-	202	-	202
Mauricie					
9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)		-	-	146	146
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		75	-	88	163
Investissements Bédard-Hallé inc.		-	-	659	659
Total Mauricie		75	-	893	968
Montérégie					
3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	369	369
9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	369	369
9120-6094 Québec inc. (Lanla)		-	30	-	30
9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)		-	-	255	255
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	841	841
Comax, coopérative agricole		1 200	-	-	1 200
Énergie P38 inc.		-	-	75	75
Fibres Serden inc. (Les)		-	33	-	33
Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.		-	-	490	490
Hygie Canada inc.		-	-	415	415
Industries M.R. inc. (Les)		-	-	97	97
Plomberie St-Luc inc.		-	305	-	305
Total Montérégie		1 200	368	2 911	4 479
Montréal					
9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)		-	1 223	-	1 223
9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)		-	-	600	600
Aéronav inc.		-	22	-	22
Alta Précision inc.		1 500	-	560	2 060
Balcon Idéal inc.		-	205	-	205
CTA de Negotium		-	748	-	748
DEK Canada inc.		518	174	-	692
Ge-ber Transport inc.		-	-	98	98
GME Experts en sinistres inc.		-	-	9	9
LVL Studio inc.		625	-	827	1 452
Sid Lee inc.		-	-	196	196
Source Évolution inc.		286	-	519	805
Total Montréal		2 929	2 372	2 809	8 110

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017					
Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	115	-	115
Exploration Midland inc.		77	-	-	77
Némaska Lithium inc.		9	-	-	9
Ressources GéoMégA inc.		20	-	-	20
Total Nord-du-Québec		106	115	-	221
Outaouais					
Gestion S. Kelly (Métro Kelly)		300	-	500	800
Jacques Poirier et Fils Ltée		-	-	142	142
Total Outaouais		300	-	642	942
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)		-	-	163	163
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		200	-	163	363
8439117 Canada inc. (Récupère Sol)		-	338	-	338
9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)		-	-	108	108
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		150	347	-	497
Cuisines G.B.M. inc. (Les)		-	31	-	31
Denis Lavoie & fils Ltée		-	-	241	241
Garage Georges Beaudoin inc.		-	-	41	41
Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)		-	-	274	274
Location A.L.R. inc.		198	-	-	198
Matelas Lion d'or inc.		-	9	-	9
Messagerie du Fjord inc.		-	-	296	296
Métatube (1993) inc.		-	124	-	124
Sécuor inc.		-	117	-	117
Sports Guy Dumas inc.		36	-	-	36
Théka Industries inc.		-	170	-	170
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		584	1 136	1 286	3 006
		7 991	7 440	10 978	26 409
Fonds engagés mais non déboursés					133
Total Capital croissance PME, s.e.c.					26 542

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c.					
Abitibi-Témiscamingue					
9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)		800	793	-	1 593
9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)		-	-	18	18
9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)		-	135	-	135
Abitibi Géophysique inc.		-	107	-	107
Ace services mécaniques inc.		-	71	-	71
Autobus Maheux Itée (Les)		-	1 181	-	1 181
Centre de camping et propane d'Amos		-	346	-	346
Centre du ressort Lamarche inc.		-	14	-	14
Construction Gaston Proulx et Frères inc.		-	69	157	226
Corporation aurifère Monarques		159	-	-	159
Gestion Martin Dandurand inc.		-	71	-	71
Ghislain Tremblay (Rouyn) inc. (Maison des Viandes)		-	333	-	333
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	117	-	117
Hôtel des Eskers inc.		-	187	-	187
Menuiserie Jalbert inc.		-	111	-	111
Probe Metalls inc.		88	-	-	88
Ressources Cartier inc.		86	-	-	86
Ressources Falco Itée		141	-	-	141
Ressources minières Radisson inc.		102	-	-	102
Ressources Yorbeau inc. (Les)		53	-	-	53
Total Abitibi-Témiscamingue		1 429	3 535	175	5 139
Bas-Saint-Laurent					
9091-4532 Québec inc. (Cotech)		-	250	-	250
9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)		-	-	142	142
9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)		-	130	-	130
Bouffard Sanitaire inc.		-	-	333	333
Gestion AFM-Séma inc.		504	250	-	754
Gestion Brasa inc.		-	245	1 357	1 602
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	84	84
Groupe PVP inc.		250	-	-	250
Les Finesses d'Alsace inc.		-	88	-	88
Location Jesna inc.		-	-	180	180
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.		-	-	375	375
Service Diron inc.		-	150	-	150
Total Bas-Saint-Laurent		754	1 113	2 471	4 338

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Capitale-Nationale				
	9166-4789 Québec inc. (RE/MAX Référence 2000)	-	-	300	300
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	223	223
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	160	-	160
	9306-5779 Québec inc. (Ventilation CDR inc.)	-	200	-	200
	9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)	-	-	175	175
	Capilex-Beauté Itée	-	-	504	504
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 312	271	-	1 583
	Entreprises Pol R inc.	2 363	-	-	2 363
	Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)	-	1 881	-	1 881
	Lasertech industries inc.	-	298	-	298
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	1 393	1 393
	Multi Options Nursing inc.	-	174	-	174
	Panthera Dental inc.	187	-	-	187
	R. Bouffard & Fils inc.	-	-	443	443
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	364	-	364
	Vitrierie Lepage (1995) inc.	205	-	-	205
	Total Capitale-Nationale	4 067	3 348	3 038	10 453
	Centre-du-Québec				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	83	-	-	83
	Advantag Canada inc.	-	100	351	451
	Davinci Compass inc.	-	-	380	380
	Distribution Pro-Excellence	-	375	-	375
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	127	-	127
	Lacal Technologie inc.	-	345	-	345
	NMédia Solutions inc.	-	97	-	97
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 500	1 500
	Réfléc inc.	-	307	-	307
	Sipromac II inc.	-	-	278	278
	Total Centre-du-Québec	1 883	1 351	2 509	5 743

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)					
Chaudière - Appalaches					
2851-8249 Québec inc. (Résidence intermédiaire Fortier inc.)		-	124	-	124
Acriart inc.		-	-	55	55
Emballages E.B. Itée (Les)		-	369	-	369
Équipements Supérieurs inc.		-	451	-	451
F. Charest Itée		-	-	758	758
Gestion Maître C inc.		1 841	-	-	1 841
Groupe Audaz inc.		-	150	-	150
Humaco Acoustique inc.		-	389	-	389
I. Thibault Inc.		-	100	-	100
Industries et équipements Laliberté (Les)		-	572	-	572
Productions Horticoles Demers (Les)		187	769	-	956
Techno-Moules P.L.C. inc.		-	-	60	60
Transport St-Agapit inc.		-	-	425	425
Total Chaudière - Appalaches		2 028	2 924	1 298	6 250
Côte-Nord					
9074-9664 Québec inc.		-	-	89	89
9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)		-	183	-	183
Caroline Tremblay, CPA inc.		-	-	127	127
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	125	125
Total Côte-Nord		-	183	341	524
Estrie					
2731-1471 Québec inc. (Les Fruits et légumes de l'Estrie)		-	131	-	131
6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM Itée)		-	180	-	180
Attraction inc.		-	375	-	375
Avizo Experts-Conseils inc.		-	225	-	225
Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)		-	-	531	531
Industries C.P.G. Gagné Itée		-	115	-	115
Innotex inc.		-	192	-	192
Khrome Produit - Transport (KPT) inc.		-	365	-	365
Nautic & Art inc.		-	-	422	422
Palettes Perron inc.		-	250	-	250
Pieux Vistech inc.		375	518	-	893
Réparations SOS Lift inc.		-	-	86	86
S.E.2 inc.		25	-	-	25
Sherlic inc.		350	-	-	350
Spécialités industrielles Sherbrooke inc.		-	77	-	77
Total Estrie		750	2 428	1 039	4 217

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)					
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)		-	-	184	184
9144-3036 Québec inc. (Navigue.com)		-	300	-	300
Construction L.F.G. inc.		-	-	917	917
Entreprises Larebel inc. (Les)		-	250	-	250
Hôtel Baker Itée		125	-	-	125
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		125	550	1 101	1 776
Lanaudière					
Artotech Intégration inc.		-	-	67	67
Centre Nouvelle-Vie (Pavillon Lanaudière)		-	-	286	286
Cryos Technologies inc.		732	418	-	1 150
La Fromagerie Champêtre inc.		911	-	-	911
Nouveau Monde Graphite inc.		193	-	-	193
Produits de Métal Pointech inc.		-	-	250	250
Total Lanaudière		1 836	418	603	2 857
Laurentides					
9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)		-	373	-	373
Alimenteurs Orientech inc.		-	169	-	169
Distribution Multi Online inc.		-	657	-	657
Entreprise Technoflex ESR inc.		350	371	-	721
Jean-Jacques Campeau inc.		2 000	-	-	2 000
Total Laurentides		2 350	1 570	-	3 920
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	173	-	173
Aliments Marina Del Rey inc.		-	344	-	344
Groupe Lumain inc.		-	-	1 960	1 960
Norseco inc.		-	422	-	422
Numesh inc.		-	1 500	-	1 500
Total Laval		-	2 439	1 960	4 399
Mauricie					
9256-9037 Québec inc.		-	25	109	134
Aliments Prémont inc.		-	263	-	263
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		-	-	63	63
Maison Isabelle inc.		-	197	-	197
Placements Le Belvédère inc.		-	881	3 125	4 006
Total Mauricie		-	1 366	3 297	4 663

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017					
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
Montérégie					
3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	375	375
9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	375	375
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	1 490	-	1 490
9120-6094 Québec inc. (Lanla)		1 250	250	-	1 500
9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)		-	260	-	260
Acam Transport inc.		-	-	1 500	1 500
Acema Importations inc.		-	114	-	114
Alarme S.P.P. inc.		-	-	119	119
Autobus Bibeau inc.		-	175	-	175
Autobus Dufresne inc.		-	131	-	131
Brosses Lacasse inc. (Les)		-	-	156	156
Cloisons Corflex inc. (Les)		-	788	-	788
Constructions 3P inc.		-	430	-	430
Contek Shilstone inc.		-	102	-	102
Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)		-	208	-	208
Galenova inc. et Gentès et Bolduc Pharmaciens inc.		-	-	850	850
Groupe Bertrand Éditeurs inc.		-	-	325	325
Groupe Grégor inc.		-	-	1 198	1 198
Groupe Helios inc.		1 500	840	-	2 340
Groupe Thomas Marine inc.		-	-	550	550
Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)		-	1 201	-	1 201
Industries B. Rainville inc.		-	-	352	352
Logicmed inc.		-	-	372	372
Mométal Structures inc.		-	1 000	-	1 000
MTL Technologies inc.		-	406	-	406
Placements F.I. inc.		-	567	-	567
Pro Action Diesel inc.		-	-	227	227
Rotoplast inc.		-	550	-	550
W. Côté & fils Ltée		-	750	-	750
Total Montérégie		2 750	9 262	6 399	18 411

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)					
Montréal					
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	500	500
9041-9680 Québec inc. (Alco Transport)		-	125	-	125
9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)		-	-	203	203
9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)		-	100	-	100
9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)		-	-	163	163
Alta Précision inc.		200	-	-	200
C.R.H. Oral Design inc.		-	324	-	324
C.T.M. Adhesives inc.		-	638	-	638
Datsit Sphère inc. (anc. Datsit Studios inc.)		1 000	1 445	-	2 445
Éditions Info Presse inc.		-	328	-	328
Exploration Azimut inc.		100	-	-	100
Exploration Khalkos inc.		50	-	-	50
Faspac Plastiks inc.		-	500	-	500
G. & S. Fer-Aluminium inc.		-	337	-	337
Groupe Bugatti inc. (Le)		-	1 500	-	1 500
Groupe CDREM inc.		-	400	-	400
Groupe Gorski Itée		-	885	-	885
Groupe Shemie inc.		-	-	915	915
JSS Recherche Médicale inc.		2 000	367	-	2 367
Leeza Distribution inc.		-	-	-	-
M.C. Crystal inc.		-	-	150	150
Masdel inc.		725	1 170	-	1 895
Multiforme Métal inc.		-	-	500	500
Oboxmedia inc.		-	382	-	382
Reftech international inc.		-	-	250	250
TV5 Québec Canada		-	-	275	275
Total Montréal		4 075	8 501	2 956	15 532
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	-	200	200
9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James inc.)		-	137	-	137
Corporation Tomagold		80	-	-	80
Exploration Dios inc.		16	-	-	16
Exploration Kintavar inc.		89	-	-	89
Exploration Midland inc.		75	-	-	75
Harfang Exploration inc.		63	-	-	63
Ressources Beaufield inc.		53	-	-	53
Ressources GéoMégA inc.		164	-	-	164
Ressources Sirios inc.		144	-	-	144
Ressources Sphinx Itée		50	-	-	50
Ressources Tarku		51	-	-	51
Ressources X-Terra inc.		50	-	-	50
Société d'exploration minière Vior inc.		64	-	-	64
Stelmine Canada Itée		56	-	-	56
Total Nord-du-Québec		955	137	200	1 292

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex Inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	368	368
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	105	105
	2956-7062 Québec (NAPA La Baie)	-	68	-	68
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)	-	200	-	200
	9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)	-	-	148	148
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	92	92
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)	-	-	31	31
	9328-9486 Québec inc.	390	292	-	682
	9348-0739 Québec inc. (L'Usine - VM)	-	-	185	185
	9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée - Holding)	825	-	-	825
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	221	221
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	135	-	135
	Communications Télésignal inc.	337	-	-	337
	Constructions Fabmec inc.	-	-	375	375
	Déménagement Tremblay Express Itée (Les)	250	-	225	475
	DERYtelecom inc.	-	-	2 077	2 077
	Équipements industriels Barsatech inc.	-	-	237	237
	Équipements Villeneuve inc.	-	500	-	500
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)	-	325	-	325
	Flash Néon inc.	-	-	155	155
	Foresco Holding inc.	-	240	-	240
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Groupe E.D.S. inc.	-	125	-	125
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	150	-	150
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	135	-	135
	Mermax inc.	-	-	153	153
	Messagerie du Fjord inc.	-	38	-	38
	Métatube (1993) inc.	-	150	-	150
	Pavillon des Mille Fleurs inc.	-	-	1 250	1 250
	Restaurant La Cuisine inc.	-	138	-	138
	Sécuor inc.	-	193	100	293
	Taimi R & D inc.	-	205	-	205
	Télénet Informatique inc.	500	101	-	601
	Transport Réal Villeneuve inc.	-	275	-	275
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 177	3 270	5 722	15 169
		29 179	42 395	33 109	104 683
	Fonds engagés mais non déboursés				3 023
	Total Capital croissance PME II, s.e.c.				107 706

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilegiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49			
	7525443 Canada inc. (Infotrolix)	400	-	-	400
	9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)	-	145	-	145
	9310-3760 Québec inc. (Interface Corporelle)	-	68	-	68
	9360-4742 Québec inc. (LONGPREBP Béton Préfabrique)	-	33	-	33
	9493662 Canada inc. (Ananda Devices)	-	74	-	74
	9813063 Canada inc.(Mes Machines Intelligentes)	-	68	-	68
	Achronix Semiconductor Corporation	-	-	-	-
	Aïrex Énergie inc.	545	-	409	954
	Alaya Soins inc.	-	136	-	136
	Albert Perron inc.	470	-	-	470
	AppMed inc.	-	70	-	70
	AxesNetwork Solutions inc.	1 933	-	-	1 933
	Biocéan Canada inc.	272	55	-	327
	Biomomentum inc.	-	144	-	144
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	10	-	10
	CmLabs Simulations inc.	818	-	272	1 090
	Dymedso inc.	-	70	-	70
	E2Metrix inc.	348	409	-	757
	EMcision International inc.	-	143	-	143
	Emerillon Capital s.e.c.	3 099	-	-	3 099
	Emovi inc.	-	145	-	145
	Entreprise de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	-	68	-	68
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)	304	-	-	304
	FreeLinc Technologies Inc.	-	-	-	-
	FreeLinc Technologies LLC	-	-	-	-
	Groupe Icible inc.	-	161	-	161
	Groupe Minier CMAc - Thyssen Mining Group	-	127	-	127
	Gullivert Technologies inc.	109	-	-	109
	Hortau inc.	-	-	343	343
	Imagia Cybernétique inc.	1 334	-	-	1 334
	Imeka Solutions inc.	-	195	-	195
	Indalo Studio inc.	-	71	-	71
	Innomalt inc.	-	179	-	179
	Ionodes inc.	316	-	-	316
	Kinésiq inc.	-	70	-	70
	Kube Innovation inc.	-	69	-	69
	Laboratoire M2 inc.	817	-	-	817
	Laboratoires Delve inc.	-	663	-	663
	Laserax inc.	-	790	-	790
	LeddarTech inc.	714	-	-	714
	LVL Global inc.	191	-	-	191
	nGUVU Technologies inc.	817	-	-	817
	Optina Diagnostiques inc.	-	145	-	145
	OxO Fab inc.	-	70	-	70
	Oxy'Nov inc.	-	280	-	280
	Prevtec Microbia inc.	2 094	-	-	2 094
	Produits forestiers LAMCO inc.	311	-	-	311
	Rekruti Solutions inc.	-	256	-	256
	Ressources Nippon Dragon inc.	178	-	-	178
	Société de gestion de projets Ecoterra inc.	-	287	-	287
	Solutions Greybox inc.	-	69	-	69
	Solutions Interactives de validation 88 inc.	272	545	-	817
	Technologie leadfox inc.	-	27	-	27
	Technologies Innovatrices d'imagerie inc.	1 090	-	-	1 090
	Technologies Inocucor inc.	2 866	-	-	2 866

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilegiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49			
	Technologies Intelia inc.	235	-	-	235
	Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	-	287	-	287
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	Vantrix Corporation	-	-	-	-
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	610	-	-	610
		20 915	5 929	1 024	27 868
	Fonds engagés mais non déboursés				7 680
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				35 548

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Société en commandite Essor et Coopération	94,55			
	Agropur Coopérative	4 727	-	-	4 727
	Central Café - Coop de solidarité	189	-	-	189
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	4 727	-	-	4 727
	Club coopératif de consommation d'Amos	946	-	-	946
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francs	-	736	-	736
	Coopérative de travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies	473	284	-	757
	Coopérative forestière de Petit Paris	-	864	-	864
	Coopérative Vision-Éducation	756	-	-	756
	École Plein Soleil (Association coopérative)	473	-	-	473
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	604	-	-	604
	Fédération québécoise des coopératives forestières	421	-	-	421
	Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)	-	359	-	359
	La Coop fédérée	4 727	-	-	4 727
	La Coop Unifrontières	946	-	-	946
	Unicoop Coopérative agricole	1 418	-	-	1 418
		20 407	2 243	-	22 650
	Fonds engagés mais non déboursés				5 044
	Total Société en commandite Essor et Coopération				27 694

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs :
1 888 522-3222

capitalregional.com